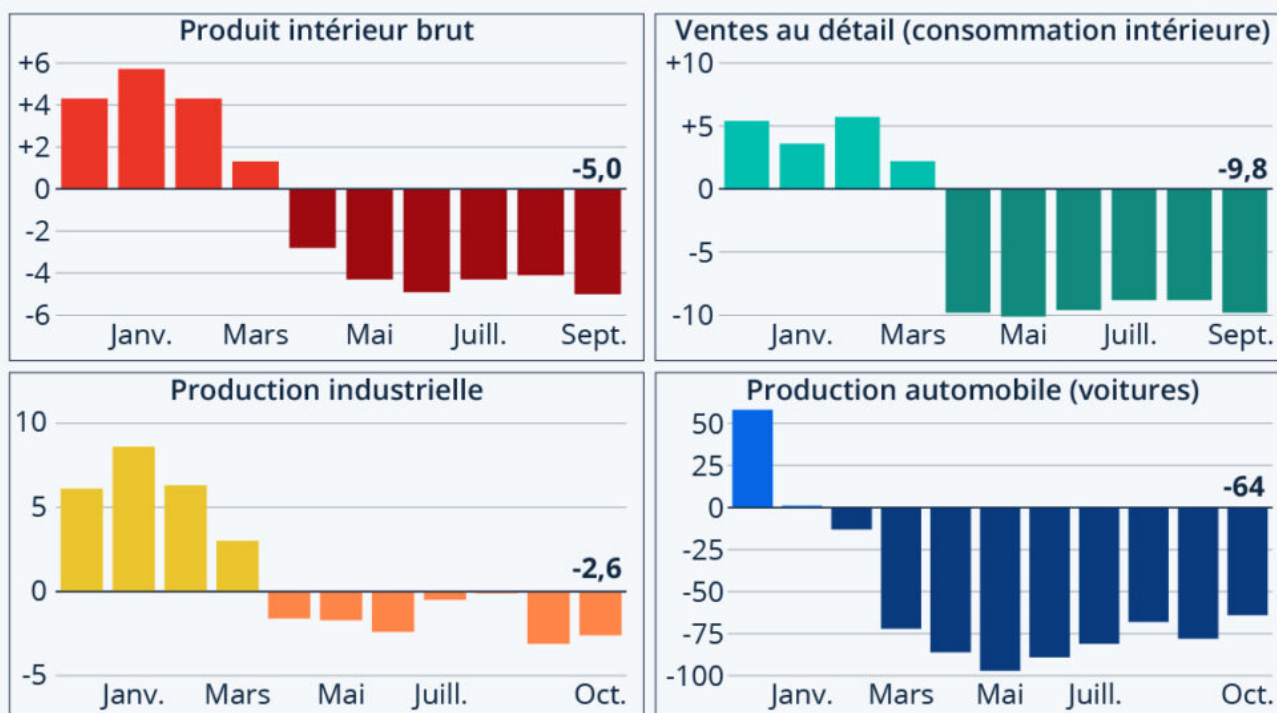


Comment les sanctions pèsent sur l'économie russe

Comment les sanctions pèsent sur l'économie russe

Évolution d'une sélection d'indicateurs mensuels en Russie depuis décembre 2021 (en %, d'une année sur l'autre)



Sources : Ministère du développement économique de Russie, Rosstat et Banque de Russie



statista

Ecrit par le 17 février 2026

L'[invasion de l'Ukraine](#) par la Russie en février 2022 a déclenché une série de sanctions imposées par l'Union européenne, les États-Unis et d'autres pays occidentaux en réponse à l'agression du régime de Vladimir Poutine. Depuis le 22 février, une vague de plus de 10 000 mesures restrictives est ainsi venue s'ajouter à la liste des [sanctions prises contre la Russie](#) par la communauté internationale. Ces sanctions visent principalement à affaiblir la capacité de Moscou à financer et à mener la guerre, et ciblent plus spécifiquement l'élite politique, militaire et économique responsable de l'invasion. Elles incluent notamment des restrictions sur le secteur financier russe, sur les exportations de charbon et de pétrole du pays, ainsi que sur les importations d'un grand nombre de biens de haute technologie nécessaires à certains secteurs de son industrie.

Dans un [rapport](#) publié fin octobre, le centre de réflexion Bruegel admettait cependant que, jusqu'alors, « les recettes fiscales russes n'avaient pas suffisamment souffert des sanctions pour réduire la durée de cette guerre », le gouvernement du pays profitant notamment de la [hausse des prix de l'énergie](#) pour compenser les pertes liées aux restrictions occidentales. Mais cette résistance relative pourrait bien toucher à sa fin. Les auteurs du rapport notent que « les recettes fiscales de la Russie commencent désormais à en prendre un coup ; étant donné l'ampleur des sanctions, l'économie en souffrira à moyen et long terme. Le départ d'un grand nombre d'entreprises occidentales, l'émancipation de l'UE vis-à-vis des hydrocarbures russes et l'incapacité de la Russie à trouver des solutions de remplacement équivalentes porteront « gravement atteinte » à l'économie russe ».

Des estimations provenant de sources diverses (dont les autorités russes) montrent que les mesures restrictives prises en Europe et ailleurs pèsent lourd sur l'économie du pays, les résultats étant notamment visibles à travers l'évolution de plusieurs indicateurs présentés dans notre infographie. Depuis le mois de mai par exemple, la Russie affiche un PIB en récession de 4 % à 5 % par rapport à l'année dernière. La production industrielle est en berne depuis le printemps, en particulier dans le secteur automobile, où des chutes de production mensuelle allant de 64 % à 97 % ont été rapportées d'avril à octobre. Autre indicateur de santé économique, la consommation intérieure tourne également au ralenti depuis plus de six mois, avec des ventes au détail de 9 % à 10 % inférieure à l'année précédente. Reste à savoir combien de temps l'économie russe pourra résister dans cette conjoncture défavorable.

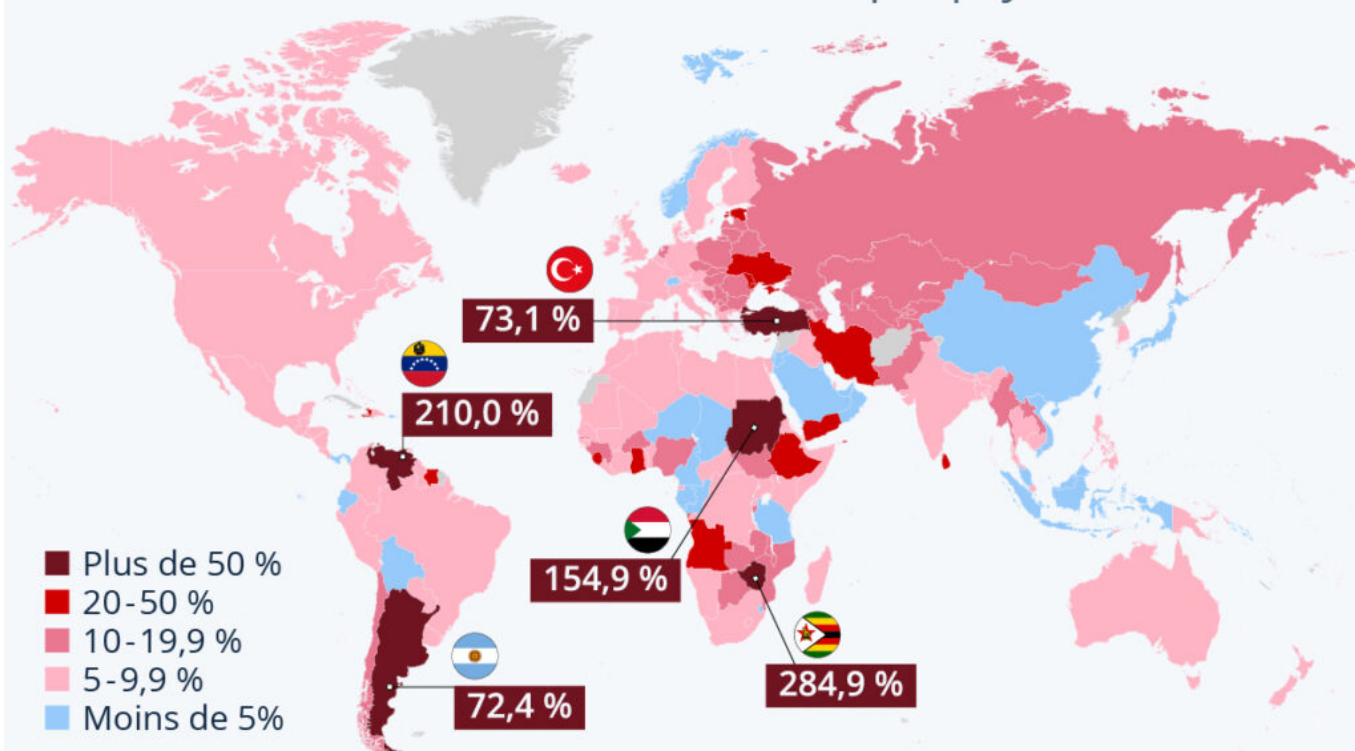
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Inflation : quels pays sont les plus touchés en 2022 ?

Ecrit par le 17 février 2026

Inflation : quels pays sont les plus touchés ?

Prévision du taux d'inflation en 2022, par pays ou territoire



Moyenne annuelle. Prévisions en date d'octobre 2022.

Données non disponibles : Afghanistan, Liban, Syrie, Corée du Nord.

Source : FMI

statista 

Après un pic en cette fin d'année 2022, l'inflation devrait rester « élevée plus longtemps que prévu » dans le monde, selon les dernières [prévisions du FMI](#). Les économistes de l'organisation monétaire estiment que le taux d'inflation mondial va atteindre une moyenne de 8,8 % en 2022, avant de diminuer à 6,5 % en 2023, puis à 4,1 % en 2024.

Ecrit par le 17 février 2026

Comme le montre notre carte, certaines nations qui connaissent actuellement des conflits, des bouleversements ou des problèmes socio-économiques majeurs enregistrent des taux d'inflation beaucoup plus élevés que la moyenne mondiale. Parmi eux figurent le Zimbabwe, le Venezuela, le Soudan, la Turquie et l'Argentine, où les prévisions tablent sur une hausse moyenne des prix à la consommation allant de 70 % à 285 % cette année. D'autres pays, comme l'Iran, le Yémen et le Sri Lanka, devraient connaître une inflation supérieure à 40 %.

Dans le détail, les prévisions indiquent que moins de 40 pays et territoires réussiront à maintenir l'augmentation des prix en dessous de 5 %. Plus de 90 devraient enregistrer un taux d'inflation moyen compris entre 5 % et 10 % en 2022 (dont la France, à 6 %), tandis que quelque 60 autres dépasseront la barre des 10 %. En Europe, cela concerne principalement les pays situés à l'est du continent.

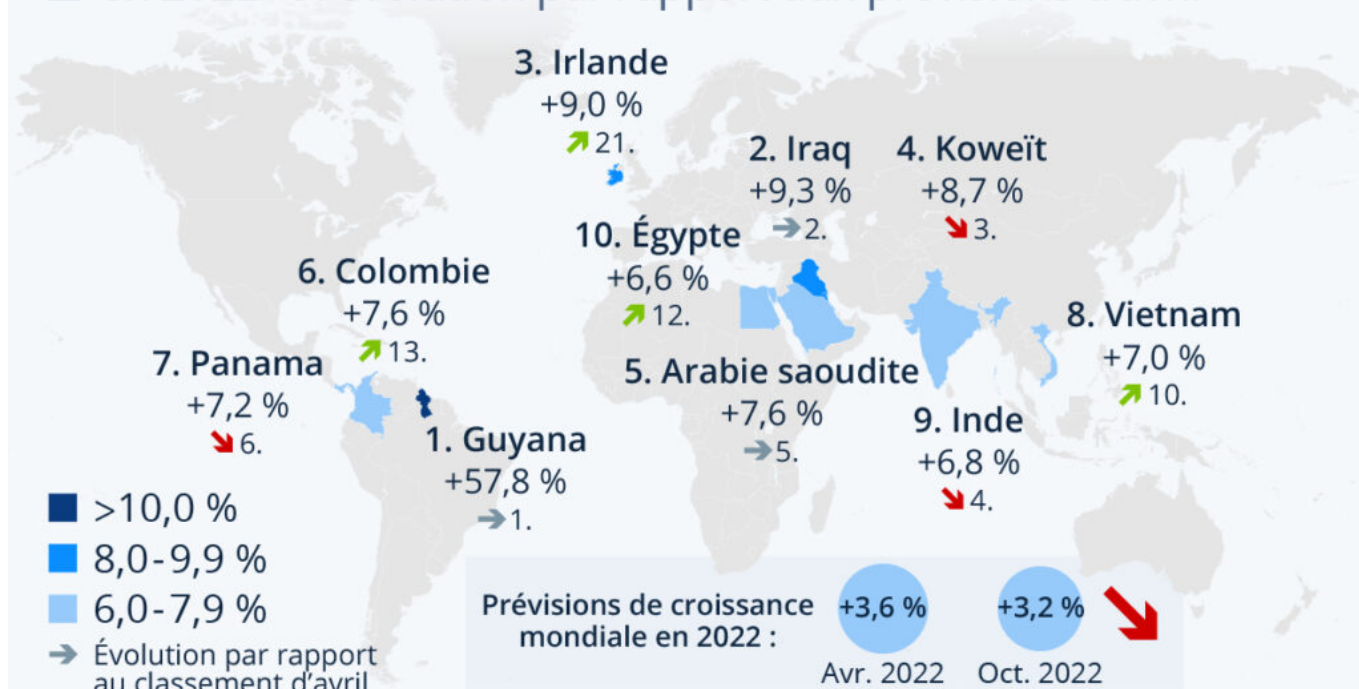
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Économie : quels pays connaîtront les plus fortes croissances en 2022 ?

Ecrit par le 17 février 2026

Les économies à forte croissance en 2022

Pays avec les prévisions de croissance du PIB les plus élevées en 2022* et évolution par rapport aux prévisions d'avril



* Prévisions d'octobre 2022.

Sélection des pays avec un PIB supérieur à 20 milliards de dollars en 2021.

Source : FMI - Perspectives de l'économie mondiale



statista

À l'image d'[autres organisations](#) le mois dernier, le [Fonds monétaire international](#) (FMI) a revu à la baisse ses prévisions de croissance mondiale en octobre à 3,2 % pour 2022 (soit 0,4 points de moins qu'en avril). Parmi les raisons de ce ralentissement généralisé et plus marqué qu'attendu, les économistes de l'institution financière évoquent la [crise du coût de la vie](#), la guerre en Ukraine et les effets persistants de la pandémie de Covid-19.

Ecrit par le 17 février 2026

Comme le montre notre carte basée sur les perspectives économiques du FMI, quelques économies semblent toutefois épargnées, avec des taux de croissance du PIB qui resteront plus de deux fois supérieurs à la moyenne mondiale. Comme l'année dernière, c'est le Guyana qui devrait signer la plus forte croissance de la planète en 2022, avec une hausse du PIB attendue à plus de 50 %. Ce pays peuplé d'à peine 800 000 habitants connaît actuellement un boom économique grâce au démarrage de [nouveaux projets d'exploitation pétrolière](#).

En excluant les pays avec des PIB inférieurs à 20 milliards de dollars en 2021, l'Irlande, dont la croissance a été revue à la hausse par le FMI à 9 % (contre 5 % en avril), pourrait se classer sur le podium mondial cette année. L'économie de l'île est connue pour être volatile en raison du poids exercé par les nombreuses multinationales qui s'y sont installées, et qui profitent de l'un des [taux d'impôt sur les sociétés les plus bas](#) de l'UE.

Même si le FMI a revu sa prévision à la baisse pour l'Inde, avec une croissance à 6,8 % en 2022 (contre 8 % en avril), le géant asiatique reste l'une des économies avec la croissance la plus rapide au monde. L'Inde devrait ainsi dépasser le Japon en tant que deuxième économie d'Asie d'ici 2030. Les pays exportateurs de pétrole de l'OPEP sont également bien représentés en haut du classement, profitant de l'[impact de la hausse des prix](#) sur leur PIB. La croissance pourrait ainsi dépasser 9 % en Iraq, 8 % au Koweït et 7 % en Arabie saoudite.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

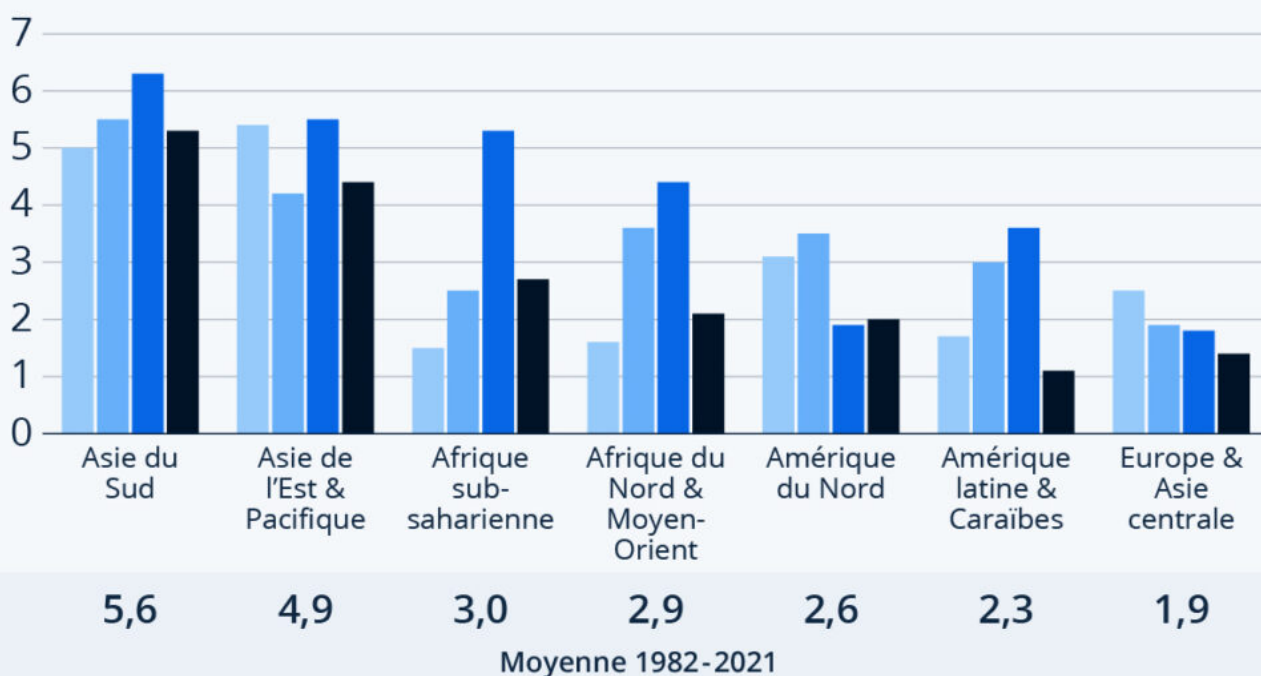
Comment le PIB a évolué dans les régions du monde

Ecrit par le 17 février 2026

Comment le PIB a-t-il évolué dans le monde ?

Taux de croissance annuel moyen du PIB au cours des périodes indiquées dans les régions sélectionnées, en %

1982-1991 1992-2001 2002-2011 2012-2021



Source : Banque mondiale



statista

L'un des indicateurs les plus utilisés pour mesurer la prospérité économique est le produit intérieur brut, ou PIB. Il mesure la valeur monétaire de tous les biens et services produits dans un pays. Depuis le début des années 1980, la [population de la planète](#) a presque doublé (passant de 4,6 milliards à 8 milliards), alors que le volume du PIB mondial a été multiplié par près de quatre. Mais au-delà de cette moyenne mondiale, comment la production économique a-t-elle évolué dans les différentes régions du globe ? Où a-

Ecrit par le 17 février 2026

t-on observé les croissances les plus fortes ?

Avec une hausse moyenne du PIB supérieure à 5 % par an depuis quatre décennies, selon les [données](#) de la Banque mondiale, l'Asie du Sud est incontestablement la région qui a connu la plus forte [croissance économique](#), tirée vers le haut par des pays comme l'Inde, le Vietnam, le Laos et les Philippines. La zone Asie de l'Est/Pacifique, représentée entre autres par la Chine, le Japon et la Corée du Sud, se classe juste derrière, avec une hausse moyenne de 4,9 % sur l'ensemble de la période étudiée.

Outre l'Asie, depuis les années 1980, seule l'[Afrique](#) a dépassé une fois le seuil des 4 % de croissance annuelle moyenne sur une décennie : c'était entre 2002 et 2011. Depuis 2012, le taux d'évolution du PIB sur ce continent est retombé entre 2 % et 3 % par an, mais restait supérieur à celui mesuré en Amérique du Nord et dans la région Europe/Asie centrale (respectivement 2,0 % et 1,4 % sur la dernière décennie).

Comme le montre également notre graphique, la période 2012-2021, entravée par les effets de la crise financière de 2008 puis par la [pandémie de Covid-19](#) en 2020, affiche l'un des taux de croissance les plus faibles mesurés sur la période étudiée dans la plupart des régions du monde.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

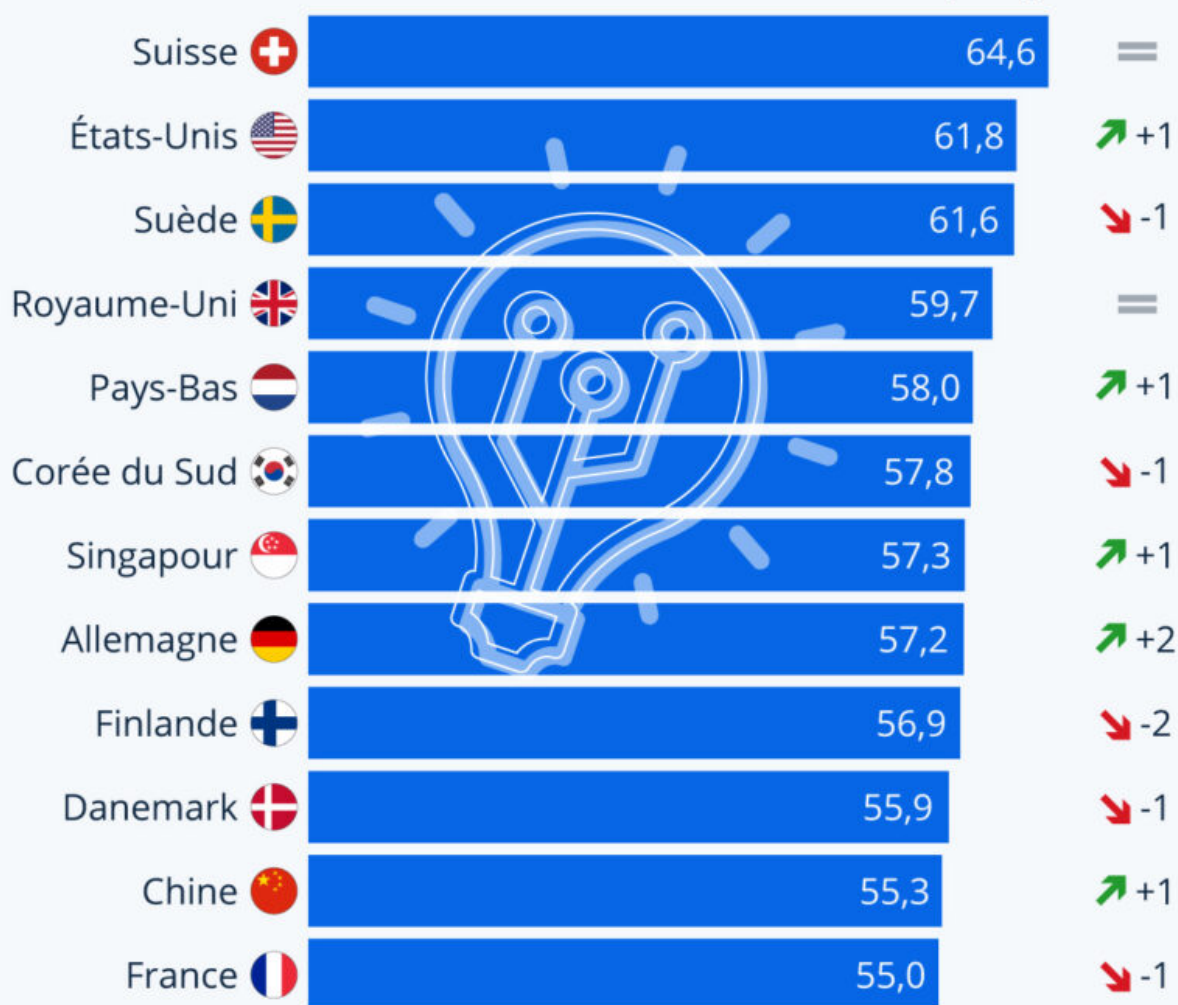
Les pays les plus innovants au monde

Écrit par le 17 février 2026

Les champions de l'innovation

Classement des pays selon l'indice mondial de l'innovation en 2022 (100=le plus innovant)

Évolution du rang
par rapport à 2021



Source : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle



statista

Ecrit par le 17 février 2026

Depuis plus d'une décennie, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) réalise un [classement annuel](#) (Global Innovation Index) des pays les plus innovants de la planète. Ce palmarès s'appuie sur plusieurs éléments de mesure tels que le niveau de production créative, les [demandes de brevet](#), les investissements en R&D, les infrastructures, mais aussi des indicateurs relatifs au contexte économique et aux capacités d'innovation propre à chaque pays.

Pour la 12ème année consécutive, la Suisse occupe la tête du classement, suivie par les États-Unis et la Suède. On observe peu de changements parmi les douze premiers de la liste par rapport à l'année dernière. La France, qui a fait son entrée dans le top 15 en 2020, oscille entre la 11ème et la 12ème place, au coude-à-coude avec la Chine, mais devant un autre géant asiatique de l'innovation : le Japon. Dans le détail, l'un des points forts de la France reste sa production créative (6ème rang mondial), une catégorie qui regroupe la création de biens et de services innovants, notamment dans le [domaine numérique](#), ainsi que la production d'actifs incorporels (marques, savoir-faire, etc.).

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

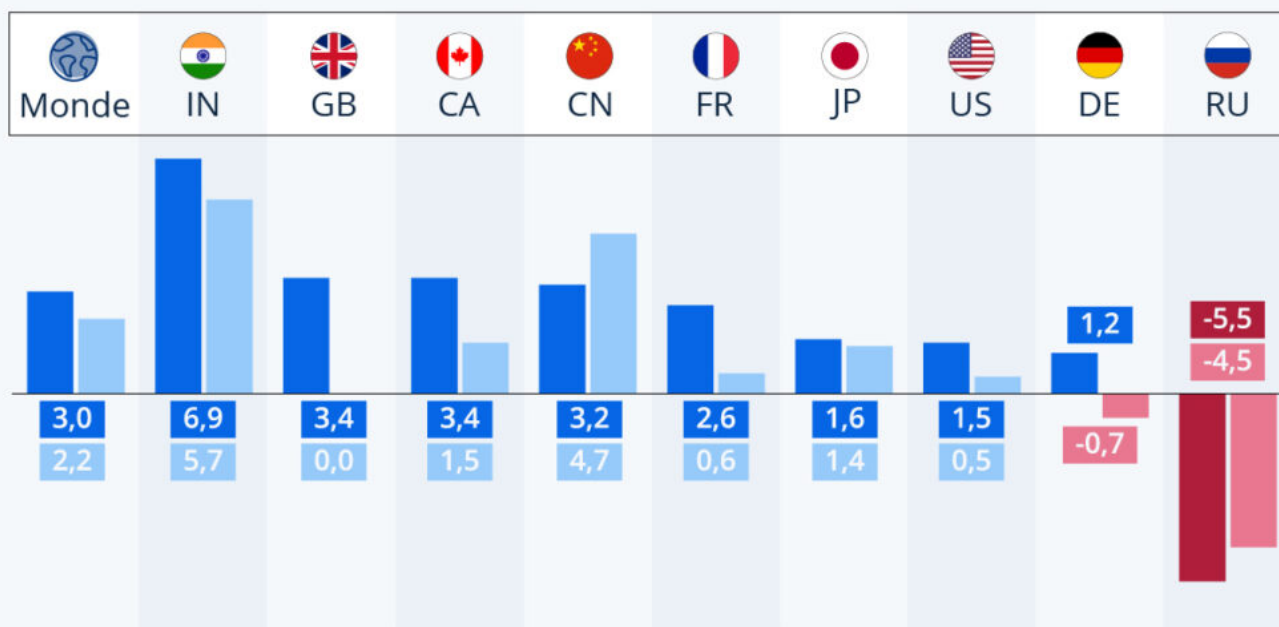
Économie : l'enlisement de la croissance risque d'être plus important que prévu

Ecrit par le 17 février 2026

Quelles perspectives pour l'économie mondiale ?

Prévisions de croissance annuelle du PIB réel dans le monde et une sélection de pays, en % *

■ 2022 ■ 2023



* Projections en date de septembre 2022

Source : OCDE



statista

L'enlisement de la croissance mondiale causé par les effets de la [guerre en Ukraine](#) risque d'être plus important que prévu, et presque aucune économie ne sera épargnée. Dans ses perspectives économiques publiées le 26 septembre, l'[OCDE](#) table sur une hausse du produit intérieur brut (PIB) mondial à 2,2 % en 2023, contre 2,8 % lors de ses précédentes estimations de juin. La prévision de croissance pour 2022 reste en revanche inchangée à 3 %. Comme l'expliquent les analystes de l'organisation, l'un des

Ecrit par le 17 février 2026

principaux facteurs du ralentissement économique « tient au [resserrement généralisé des politiques monétaires](#) en raison du dépassement plus marqué que prévu des objectifs d'[inflation](#)« .

Hormis la Russie, où une récession du PIB de près de 5 % est attendue en 2023, l'Allemagne est le pays du G20 qui devrait connaître le plus gros décrochage. Selon les projections, après une hausse de 1,2 % en 2022, le PIB allemand pourrait se contracter de 0,7 % en 2023. L'économie du Royaume-Uni est également amenée à subir un coup d'arrêt important : une croissance nulle est prévue en 2023 (après une hausse du PIB de 3,6 % cette année). En [France](#), l'OCDE table sur une progression du PIB à 2,6 % en 2022, puis à 0,6 % l'année prochaine – soit un niveau inférieur à celui anticipé par le gouvernement français (1 %).

Comme le montre notre graphique, aucune des grandes puissances économiques mondiales n'échappe au ralentissement, à l'exception de la [Chine](#), qui se remet d'une année émaillée de confinements stricts liés à sa politique « zéro Covid ». La croissance du PIB chinois est ainsi estimée à 3,2 % cette année et devrait dépasser à nouveau les 4 % en 2023.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Les micro-entreprises s'enracinent en Vaucluse et dans le Sud

Ecrit par le 17 février 2026



En 10 ans, le nombre de micro-entreprises a augmenté de 176,71% en Provence-Alpes-Côte d'Azur. La région se situe au 1er rang des régions françaises pour la part de micro-entrepreneurs dans la population active. C'est ce qui ressort d'une étude réalisée par [Flash](#), agence spécialisée en data, pour le compte de la société de portage salariale [STA-Portage.com](#) à partir des données publiées par l'Urssaf et l'Insee en juillet 2022.

En dépit de la crise sanitaire qui a fortement impacté l'activité économique, notamment durant les confinements, la création d'entreprises a battu des records en France en 2020 et 2021. Les micro-entreprises ont le vent en poupe puisqu'avec 641 500 immatriculations en 2021, elles représentent plus de 60% de la totalité des nouvelles entreprises enregistrées l'an passé. Ainsi, au 31 décembre 2021, la France comptait 2 228 497 micro-entrepreneurs. Et pour les 7 premiers mois de l'année, le rythme des créations de micro-entreprises (+367 741) est sensiblement le même que celui constaté en 2021 avec un niveau mensuel moyen de 52 534 nouvelles immatriculations (53 458 en moyenne par mois en 2021). Cependant, d'importantes disparités selon les zones géographiques d'implantation. La proportion de micro-entrepreneurs parmi la population active est en effet beaucoup plus forte dans les régions situées dans la moitié sud de la France et en Île-de-France.

Ainsi à ce jour, Provence-Alpes-Côte d'Azur est la première région française pour la part de micro-

Ecrit par le 17 février 2026

entrepreneurs dans la population active. Au 31 décembre 2021, elle comptait ainsi 234 707 micro-entreprises pour une population active de 2 224 758 personnes, soit un ratio de 10,55% alors que la moyenne nationale s'élève à 7,2%.

Près de 10% de la population active vaclusienne

Dans le détail, cette part dans la population active se monte à 12,71% (soit 62 249 micro-entreprises) dans les Alpes-Maritimes, 11,16% (51 090 micro-entreprises) dans le Var et 9,89% (24 447 micro-entreprises) en Vaucluse. Arrivent ensuite les départements des Bouches-du-Rhône avec 9,44% de la population active (84 513 micro-entreprises), les Hautes-Alpes avec 9,28% (5 915 micro-entreprises) et les Alpes-de-Haute-Provence avec 9,19% (6 493 micro-entreprises).

L'attrait régional pour les micro-entreprises ne date pas d'hier. En 2011, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur abritait 84 821 micro-entreprises, soit une hausse de 176,71% en 10 ans. En 2019, avant le début de la crise sanitaire, la Provence-Alpes-Côte d'Azur enregistrait 172 749 micro-entreprises, soit une progression de 35,87% en 3 ans.

Portrait-robot des micro-entrepreneurs

Si le Sud semble être un terreau fertile pour le statut de la micro-entreprise, il faut aussi noter que deux tiers des micro-entrepreneurs n'habitent pas dans une grande ville. Dans ce portrait-robot, on apprend aussi que 40% sont des femmes et que 40,9% de ces créateurs avaient moins de 30 ans en 2021.

Deux secteurs d'activités concentrent plus du tiers des micro-entreprises créées en 2021. Celui des "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" regroupe essentiellement des ingénieurs en recherche et développement tandis que celui des "Transports et entreposage" regroupe notamment les activités de transport de personnes (taxis, VTC...) et les livraisons à domicile.

Les Français semblent donc avoir de plus en plus de l'appétence pour la création d'entreprise. En 2016, ils étaient 37% à souhaiter se mettre à leur compte. Six ans plus tard, près de la moitié (48%) expriment cette même volonté. Cette aspiration est notamment très forte chez les 25-34 ans (64%) et parmi les catégories socio-professionnelles supérieures (57%). En 2021,

Parmi les principales motivations qui poussent les Français à créer leur entreprise, quelle que soit sa forme juridique, l'Insee dégage dans une de ses enquêtes les raisons suivantes :

- 62% des créateurs expriment le souhait d'être indépendant,
- 44% indiquent qu'ils sont animés par le goût d'entreprendre et la volonté de relever de nouveaux défis,
- 24% sont motivés par la perspective d'augmenter leurs revenus
- 13% disent avoir choisi ou avoir été contraints de créer leur entreprise parce qu'ils étaient sans emploi.

Quel chiffre d'affaires et quels revenus pour les micro-entrepreneurs ?

Le chiffre d'affaires annuel des micro-entreprises est soumis à des plafonds selon le type d'activité

Ecrit par le 17 février 2026

exercée. Le montant de ces plafonds a été doublé en 2018 afin de favoriser la création de micro-entreprises en France.

Ce plafond est de 176 200 € pour les micro-entrepreneurs exerçant sous le régime des Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC) qui regroupe notamment l'achat et la revente de marchandises, les prestations d'hébergement ou encore la vente de denrées alimentaires à consommer sur place.

Il est de 72 600 € pour les micro-entrepreneurs exerçant sous le régime des Bénéfices non commerciaux (BNC) qui concerne les activités libérales. Un chiffre d'affaires nul pendant une période de 24 mois (sous le régime de la déclaration mensuelle) ou 8 trimestres consécutifs (sous le régime de la déclaration trimestrielle) entraîne la perte du statut de micro-entreprise.

De même, le dépassement durant deux années consécutives des seuils de chiffre d'affaires entraîne la radiation de la micro-entreprise, qui doit alors poursuivre ses activités sous une autre forme juridique.

Selon une étude* publiée en janvier 2021, portant sur 2 681 micro-entrepreneurs en activité :

- 29,9% réalisaient moins de 5 000€ de chiffre d'affaires annuel avant Covid,
- 13,4% réalisaient entre 5 000 et 10 000€,
- 20,9% réalisaient entre 10 000 et 20 000€
- 14,9% réalisaient entre 20 000 et 30 000€
- 20,9% réalisaient plus de 30 000€

En 2021, sur les 2,229 millions de micro-entrepreneurs administrativement actifs, 1 287 000 déclaraient un chiffre d'affaires positif au 4e trimestre de l'année, soit 17,8% de plus qu'au 4e trimestre 2020. Le chiffre d'affaires moyen annuel déclaré s'est élevé en 2021 à 18 824€, soit 7,4% de plus qu'en 2020.

Au dernier trimestre 2021, le chiffre d'affaires global généré par le secteur de la micro-entreprise en France a dépassé les 6 milliards d'euros.

Côté revenus, une étude** de l'Insee publiée en mars 2022 a déterminé que le revenu mensuel moyen des micro-entrepreneurs s'était élevé à 560€ en 2019. Pour celles et ceux qui cumulent plusieurs activités, en étant par exemple micro-entrepreneur et salarié, le revenu mensuel moyen tiré de la micro-entreprise était de 370€ (mais leur revenu total mensuel s'élevait, du fait de ce cumul, à 2 280€). Les micro-entrepreneurs ne tirant pas de ressources d'autres activités percevaient pour leur part en moyenne 680€ par mois.

Selon les secteurs d'activités, le revenu mensuel moyen des micro-entrepreneurs varie fortement. Il était ainsi en 2019 de :

- 380€ dans l'industrie
- 390€ dans le transport et l'entrepôt,
- 440€ dans le commerce et l'artisanat commercial
- 500€ dans les services aux particuliers hors santé
- 620€ dans la santé humaine et l'action sociale

Ecrit par le 17 février 2026

- 730€ dans les services aux entreprises et services mixtes
- 820€ dans la construction

Pérennité et impact de la crise sanitaire sur les micro-entreprises

Toujours selon l'Insee publiée en septembre 2021, la pérennité à 5 ans des micro-entreprises créées en 2014 était de 33% en 2019 contre 53% pour les entreprises individuelles hors statut d'auto-entrepreneur. Les micro-entreprises les plus pérennes exercent leurs activités dans les secteurs de la santé humaine et de l'action sociale (45% toujours actifs après 5 ans), les moins dans le secteur du commerce (17%).

L'âge et le sexe des créateurs conditionnent la continuité des micro-entreprises. 29% des auto-entrepreneurs de plus de 50 ans étaient toujours actifs 5 ans après leur immatriculation contre 16% des moins de 30 ans. Une auto-entreprise sur quatre créée par une femme est active économiquement cinq ans après son immatriculation, contre une sur cinq lorsque le créateur est un homme. Un constat qui s'explique en partie par la plus forte présence de femmes à la tête de micro-entreprises exerçant dans des secteurs favorisant la pérennité de leur activité, à l'exemple de la santé humaine et de l'action sociale.

Par ailleurs, la crise sanitaire a eu un impact fort et immédiat sur la situation des micro-entreprises en France. En matière de création tout d'abord puisque les nouvelles immatriculations sont passées de 30 439 en février 2020 à 24 498 en mars 2020 – mois du premier confinement – puis à 18 626 en avril 2020, soit une chute de près de 40% en deux mois. Mais très rapidement, et en dépit d'une situation incertaine, les créations de micro-entreprises ont connu un net regain avec 28 632 immatriculations en mai 2020 et 38 252 en juin 2020.

La mise à l'arrêt de l'économie française a entraîné une sévère baisse du chiffre d'affaires des micro-entrepreneurs. Au premier trimestre 2020, celui-ci a reculé de 12% par rapport au premier trimestre 2019, avant de connaître une régression plus importante encore avec -30% au deuxième trimestre 2020. Les secteurs les plus touchés ont été ceux de l'hébergement et de la restauration (- 62%), des arts, spectacles et activités créatives (-56%) et du transport/entreposage (-47%). Les activités liées à l'industrie et au commerce ont mieux résisté avec un chiffre d'affaires en baisse de 20% au deuxième trimestre 2020.

Interrogés dans le cadre de l'Observatoire de l'Auto-entrepreneuriat dont les résultats ont été publiés en janvier 2021, 44,8% des auto-entrepreneurs actifs disaient que la crise sanitaire a eu un impact économique "très conséquent" sur leur activité, 38,8% un impact "conséquent" et 16,4% un impact faible.

Mais en dépit de cette conjoncture particulièrement défavorable, le nombre total de micro-entreprises créées en 2020, loin de s'effondrer, a atteint le chiffre record de 548 000 unités (+ 46 000 par rapport à 2019). Une tendance toujours haussière amplement confirmée par les 641 500 micro-entreprises immatriculées en 2021.

La 'grande démission', un pas vers l'auto-entrepreneuriat ?

Mouvement particulièrement fort aux États-Unis où 48 millions de salariés ont quitté volontairement leur

Ecrit par le 17 février 2026

emploi en 2021, la “grande démission” touche également les autres pays occidentaux. En France, 470 000 salariés en CDI ont ainsi déposé leur démission au premier trimestre 2022.

Plusieurs raisons sont avancées pour expliquer ce phénomène. Tout d’abord, le fort rebond économique qui a succédé à la crise sanitaire a mis sous tension le marché de l’emploi, ouvrant des opportunités à des salariés en quête d’une nouvelle orientation professionnelle ou de meilleures conditions salariales. Pour nombre de travailleurs, la Covid-19, ses confinements et le développement du télétravail ont profondément modifié le rapport à l’entreprise, et créé de fortes aspirations à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle.

« S’il est hasardeux pour l’heure de s’avancer en termes chiffrés sur le nombre de démissionnaires qui ont créé ou créeront dans un avenir proche leur micro-entreprise, il y a fort à parier – et la progression constante du nombre de micro-entrepreneurs va dans ce sens – qu’une partie non négligeable d’entre eux sauteront le pas afin de gagner en liberté et en autonomie, tout en s’affranchissant d’un environnement professionnel parfois toxique et de tâches pas toujours intéressantes », explique l’étude.

**Source : Observatoire de l’Auto-entrepreneuriat (Union des Auto-entrepreneurs / Fondation Le Roch-Les Mousquetaires).*

***Source : INSEE, juillet 2021 et mars 2022.*

Rentrée : la CPME 84 s’inquiète pour les entreprises vauclusiennes

Ecrit par le 17 février 2026



Période post-Covid, crise énergétique, guerre en Ukraine, envolée du coût des matières premières, pénurie de main d'œuvre, remboursement du PGE, plan Faubourg... A l'occasion de cette rentrée Bernard Vergier, président de la CPME de Vaucluse s'inquiète des difficultés qui s'accumulent pour les entreprises vauclusiennes.

« L'année 2021, puis le premier semestre 2022, ont été marqués par la crise du Covid puis par la reprise de l'économie freinée par des difficultés de recrutement et des pénuries de matières premières sans précédent », constate Bernard Vergier, président de la CPME 84 (Confédération des petites et moyennes entreprises) à l'occasion de la conférence de presse de rentrée de la première organisation patronale de Vaucluse (900 adhérents directs et 8 000 entreprises représentées via les branches affiliées à la Confédération départementale).

Malgré cela, poursuit-il, la CPME reste plus que jamais mobilisée pour faire entendre haut et fort la voix des PME au cœur d'un contexte incertain : lutte contre l'inflation et les pénuries, indispensables réformes des retraites et de la sphère publique, transitions écologique et numérique. Et pour cela, notre

Ecrit par le 17 février 2026

objectif est clair : militer inlassablement pour bâtir un environnement plus favorable aux TPE-PME. »

Flambée des coûts de l'énergie

En premier lieu, la CPME 84 s'alarme des conséquences de la flambée des coûts de l'énergie.

« Nous redoutons cet hiver une cherté de l'énergie qui risque de se coupler à une rareté. Nos chefs d'entreprise s'y préparent et font déjà le maximum pour réduire leur consommation mais nous devons impérativement éviter les coupures ou les délestages même si 59% des entreprises ont déjà réduit leur consommation énergétique. Il est nécessaire, en premier lieu, d'être accompagnés par les énergéticiens qui doivent nous aider à anticiper les difficultés. Les pouvoirs publics devront réactiver les mesures d'activités partielles de longue durée et les fonds de solidarité afin d'éviter des licenciements économiques voire des fermetures d'entreprise.

« Eviter des licenciements économiques voire des fermetures d'entreprise en raison des coûts de l'énergie. »

Bernard Vergier

« Dans un souci de séduction politique et d'un certain dogmatisme écologiste, nos politiques ont voulu croire que l'on pouvait s'en sortir avec le 'tout solaire et éolien', regrette Bernard Vergier. Le résultat est aujourd'hui là, notre forte dépendance énergétique est susceptible de remettre en question la viabilité de nos entreprises les plus énergivores. »

Difficultés de recrutement et inflation

Le président de la CPME 84 s'inquiète des fortes difficultés de recrutement que rencontrent les entreprises locales.

« Trop d'entreprises peinent à recruter, trop de postes sont vacants sur l'ensemble des secteurs d'activités mettant en difficulté le développement et l'activité de nos structures », constate Bernard Vergier même si « à l'échelle de notre département, les acteurs concernés se sont fortement saisis du sujet et nous pouvons saluer les efforts conjoints de la DEETS, de la Préfecture de Vaucluse, Pôle Emploi, des organisations patronales et branches professionnelles ainsi que l'ensemble des partenaires travaillant sur le sujet. »

« L'apprentissage reste le meilleur dispositif pour insérer nos jeunes dans nos entreprises. »

Pour combler en partie ce manque de main d'œuvre, le président de la CPME de Vaucluse plaide pour que l'apprentissage continue à être soutenu : « Il reste le meilleur dispositif pour insérer nos jeunes dans



Ecrit par le 17 février 2026

nos entreprises en leur donnant une formation concrète, en travaillant sur les savoir-être ainsi que sur la valeur 'travail' ».

Et Bernard Vergier de regretter à contrario ceux qui « choisissent encore le chômage de complaisance. Les conditions d'indemnisation de l'assurance chômage doivent être resserrées, avec une incitation plus rapide à reprendre un emploi, comme c'est le cas dans la plupart des autres pays européens. »

« Il est nécessaire de redonner du pouvoir d'achat à nos collaborateurs »

Concernant l'inflation, même si celle-ci est une des plus faibles d'Europe, la CPME propose de réactiver pour toutes les entreprises la défiscalisation des heures supplémentaires et de plafonner le montant des charges patronales. Concrètement, au-delà de la 35^e heure, un salarié serait payé 25% de plus mais les charges patronales n'augmenteraient pas.

La CPME propose également d'assouplir les dispositifs de participation et d'intéressement ainsi que de permettre plusieurs versements au cours de l'année de la prime Pepa (Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat dit aussi 'Prime Macron').

« Il est nécessaire de redonner du pouvoir d'achat à nos collaborateurs », insiste Bernard Vergier.

Mobilité : le plan Faubourgs en ligne de mire

Enfin, le président de la CPME s'alarme des conséquences de [la mise en place du plan Faubourgs à Avignon](#).

« Les embouteillages impactent au quotidien l'ensemble de notre activité économique, touchent les professionnels, leurs collaborateurs, leurs clients et fournisseurs qui ne peuvent se passer de leur véhicule pour exercer leur activité professionnelle, déplore Bernard Vergier. Le commerce de proximité implanté sur le plan faubourgs subit des pertes de chiffres d'affaires jusqu'à -85%, certains d'entre eux ont procédé à des licenciements économiques et cessés leur activité. Dans le même temps, des pics de pollution importants sont régulièrement enregistrés aux heures d'affluence. Les conséquences environnementales nous inquiètent... Les professionnels prioritaires (pompiers, ambulances, services d'ordre) sont aussi touchés et ne peuvent intervenir dans les délais nécessaires, ce qui peut mettre en danger la population concernée. De fortes inquiétudes sont aussi émises par les propriétaires de logement privatifs et professionnels sur les dévaluations immobilières déjà annoncées à court et moyen terme. »

« Notre ville n'a pas le droit de mourir. »

« Tout cela impacte grandement les activités des entreprises d'Avignon et au-delà. Cela touche aussi les populations de la cité des papes mais aussi plus largement celles du Vaucluse, du Gard et des Bouches-

Ecrit par le 17 février 2026

du-Rhône. Nous ne sommes pas contre le principe, mais là, on a fait les choses à l'envers. Il aurait fallu d'abord finaliser les travaux de la tranche 2 de la LEO, mettre en place des parkings relais et faire émerger de nouvelles plateformes dédiées aux automobilistes. Là, on est allé trop loin. Notre ville n'a pas le droit de mourir. »



La CPME 84 dénonce les conditions et les conséquences de la mise en place du plan Faubourgs à Avignon.

« Face à la position dogmatique de la municipalité que nous regrettons, je rappelle que la CPME 84 a déposé une requête au Tribunal administratif de Nîmes avec l'association [Adrem](#) à l'encontre de ce plan », conclut Bernard Vergier qui déplore que son organisation soit l'une des seules à se mobiliser sur ce sujet.

Ecrit par le 17 février 2026

« En off, les autres acteurs institutionnels sont tous d'accord avec nous mais ils n'osent pas prendre publiquement position. Ils ont peur, pas nous car la CPME 84 est une organisation strictement apolitique dont la l'économie locale et l'emploi sont les seules préoccupations. Nous ne pouvons-nous soustraire de cet enjeu d'intérêt général. »

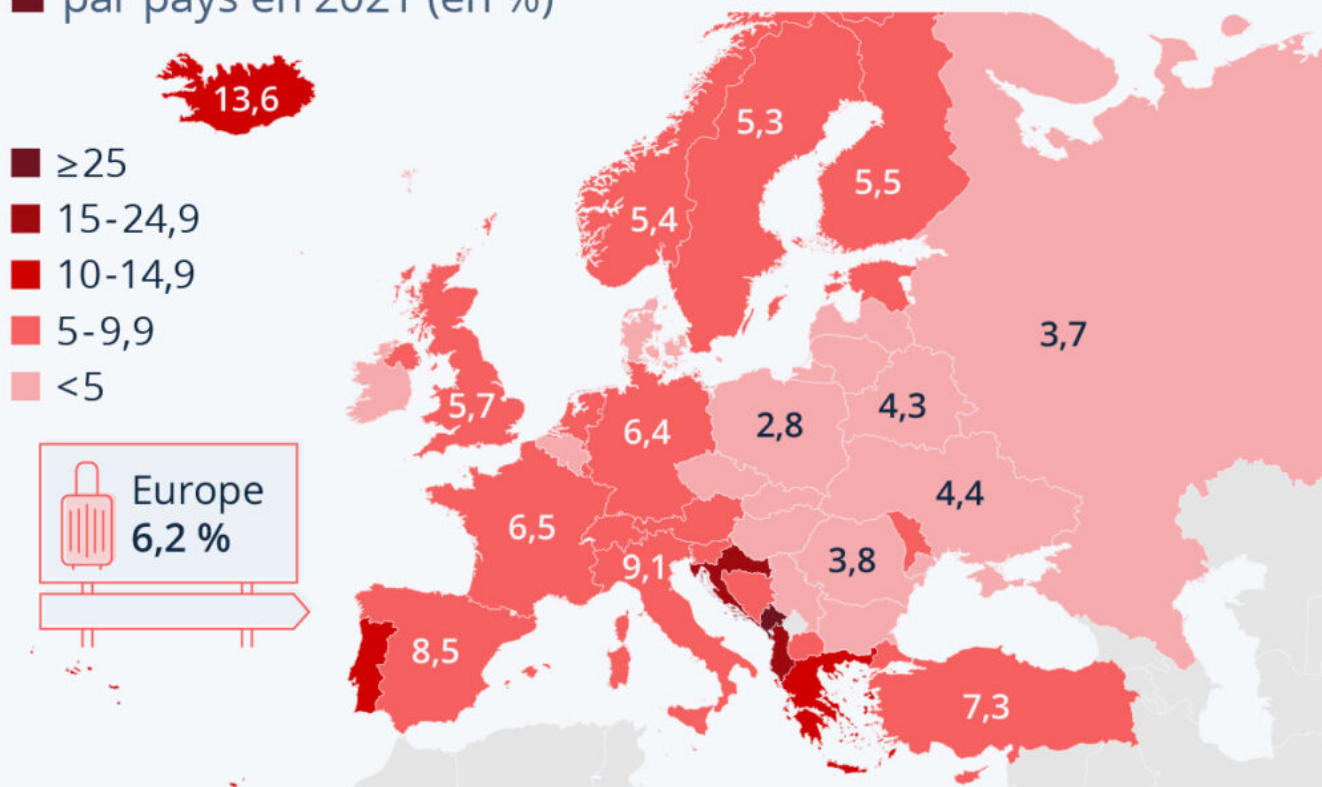
[A lire aussi : Mobilité, la vision du maire d'Avignon pour son territoire](#)

Tourisme : Combien pèse-t-il dans les pays européens ?

Ecrit par le 17 février 2026

Quel est le poids du tourisme dans les pays européens ?

Part du secteur du voyage et du tourisme dans le PIB par pays en 2021 (en %)



Source : World Travel & Tourism Council



statista

Covid-19 a durement touché le secteur du tourisme dans le monde entier. Ce graphique montre, à l'aide de données actuelles du [World Travel & Tourism Council](https://www.worldtourismcouncil.com/), quels pays d'Europe sont particulièrement dépendants de ce secteur.

Il en ressort qu'au Monténégro, le secteur contribue pour environ un quart au produit intérieur brut (PIB). Cette part est également relativement élevée dans d'autres pays des Balkans, comme le montre



Ecrit par le 17 février 2026

notre graphique.

En [France](#), les recettes du secteur du voyage et du tourisme représentent environ 6,5 du PIB, ce qui correspond à peu près à la moyenne européenne de 6,2 %.

En Espagne et en Italie, la part du secteur touristique dans le PIB est de huit à neuf pour cent. Ces valeurs sont donc nettement inférieures au niveau prépandémique de 13-14 pourcent en 2019. Le tourisme mondial est toujours en phase de reprise. En chiffres absolus, sa contribution au PIB mondial est d'environ 5,8 billions (ndlr : mille milliards) de dollars américains - en 2019, elle était encore de 9,6 billions.

De Claire Villiers pour [Statista](#)